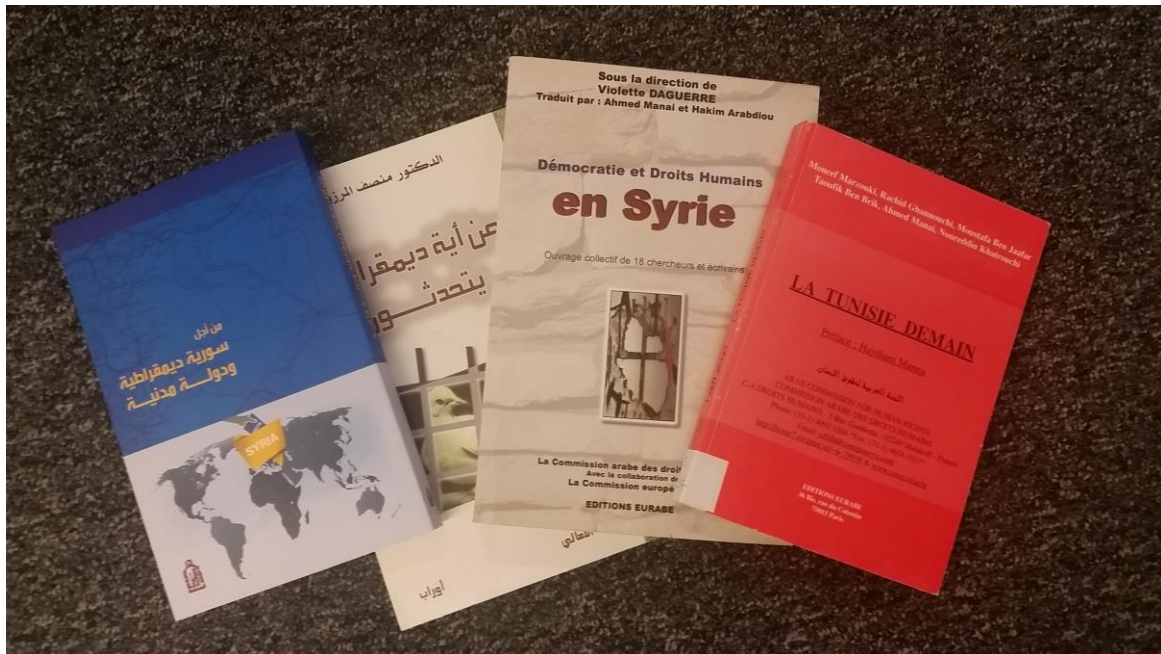




## Le triptyque mortifère de la démocratie en Orient

# Violence, Confessionnalisme et Haine politique

Haytham Manna



RAPPORT JANVIER/2019

Adaptation en version française

René Naba

---

## 1 ère partie : La démocratie et le marécage de la violence

Le IIIème millénaire paraissait prometteur en ce qu'une prise de conscience collective, quoique confuse pour un grand nombre, se faisait jour quant à la nécessité d'un changement.

Le sentiment prédominant à l'époque était qu'un demi-siècle d'arbitraire, d'autoritarisme suffisait et qu'il était légitime à la population de cette partie du Monde de jouir de liberté, de créativité, afin de compenser un demi-siècle d'obéissance, d'humiliations, d'impuissance, d'abdication et de défaites.

Les forums de discussion ont surgi tant à l'intérieur des pays arabes qu'à l'extérieur.

La «Commission Arabe des Droits de l'Homme» qui avait édité The Short Universal Encyclopedia, peu de temps avec le déclenchement de la séquence dite du «printemps de Damas» avait mis en chantier trois études complémentaires sur les thèmes suivants:

- Droits de l'Homme et démocratie en Syrie.

-La Tunisie de Demain. (\*)

-L'état d'urgence en Egypte.

A- Les Droits de l'Homme et la Démocratie en Syrie.

Les rédacteurs de l'ouvrage avaient pleinement conscience de la nécessité d'établir un rapport entre la Démocratie et les Droits économiques et sociaux, d'une part, et, d'autre part, la nécessité d'une transition pacifique du pouvoir. L'hypothèse d'une intervention étrangère, d'origine régionale ou internationale, était absente de leurs préoccupations tant cette idée leur paraissait saugrenue.

L'idée dominante qui guidait la réflexion des 18 participants était qu'il importait de dégager une voie syrienne à l'accession à la démocratie. Le discours magnifiant les bienfaits du parti unique étaient devenus obsolètes, qualifiés de rétrogrades.

Il n'est pas indifférent de noter à ce propos que la campagne d'arrestation qui a mis fin au «Printemps de Damas» a cessé, le 9 septembre 2001, soit deux jours avant le raid terroriste contre les symboles de l'hyperpuissance américaine, le 11 septembre 2001, de sinistre mémoire.

L'irruption du terrorisme islamique à l'échelle planétaire a mis un terme au débat inter-syrien mettant aux prises les oppresseurs en voie d'évanescence et les opprimés porteur d'un avenir aux contours encore incertains.

## B- L'invasion américaine de l'Irak (2003)

L'invasion américaine de l'Irak a opéré une première faille dans le raisonnement plaçant pour une transition politique, une transformation pacifique depuis l'intérieur de la société elle-même.

L'opposition meurtrie par les arrestations et les traques engagées par le pouvoir irakien était placée face à un dilemme, le plus important qu'elle ait eu à affronter depuis l'indépendance de l'Irak. Souhaiter une intervention étrangère ou lutter de l'intérieur du pays pour provoquer un changement de régime.

Peu d'opposants irakiens étaient favorables, au départ, au changement du régime au moyen d'une intervention militaire étrangère. Mais la panique des régimes arabes et leur violence redoublée dans la répression de leur population ont fait voler en éclat cette attitude.

L'opposition s'est alors divisée entre partisans et adversaires de l'intervention militaire étrangère comme moyen le plus sûr de libérer le peuple des griffes de leurs dirigeants.

Aucune opération de falsification ne saurait occulter le fait qu'un mouvement de citoyenneté authentique s'est réellement manifesté au début de la séquence dite du «printemps arabe».

Il est risible que les pseudo-chercheurs auto-proclamés se soient évertués à cette occasion à établir, contre toute évidence, un lien entre ces soulèvements populaires spontanés et les thèses des néo conservateurs, voire même avec un document d'un Think Thank américain paru un quart de siècle auparavant disant en substance que les soulèvements populaires arabes avaient été téléguidés depuis l'extérieur.

## C- 2010, l'étincelle de la Tunisie et les craintes de Mouncef Marzouki

Fin 2010, un mouvement spontané de la jeunesse tunisienne surgit des sphères de la société informelle, la plus marginalisée, sur le plan social et sur le plan économique, qui a pris la forme d'un soulèvement populaire généralisé contre la dictature froide, la forme de pouvoir pratiquée par Zin El Abidin Ben Ali.

L'embarras de la France face à ce phénomène apporte la preuve que le soulèvement populaire ne figurait pas sur l'agenda des chancelleries occidentales. Il a en effet pris de court tant pour les pays occidentaux que pour la caste intellectuelle arabe.

Il me souvient à ce propos la Nuit du Réveillon de 2011 que j'ai passée en compagnie de Mouncef Marzouki, après avoir rendu visite à la famille d'une victime de la répression du pouvoir tunisien.

Mouncef Marzouki, à l'époque un opposant de premier plan à la dictature Ben Ali, me confia alors avec douleur son problème : «Dans quelques jours, la validité de mon

passport va expirer. Je deviendrai alors captif de ce régime méprisable, qui me transformera en être à mobilité réduite, privé de mouvement».

Il n'est au pouvoir de personne de déformer les faits. L'hymne de la liberté a partout résonné. A Kasserine, ville du centre ouest de Tunisie, j'ai publiquement rendu hommage à la vaillance de la jeunesse révolutionnaire tunisienne pour son exploit d'avoir opéré une REVOLUTION CIVILE PACIFIQUE. Une révolution profondément ancrée dans une relation dialectique entre démocratie et droits économiques et sociaux.

L'écho de la révolution tunisienne s'est propagé jusqu'à la place Tahrir au Caire, avant que la jeunesse syrienne de Dar'a ne prenne le relai au nom du mot d'ordre symboliquement mobilisateur : «Liberté, Liberté projette toi d'Egypte à la Syrie».

A Sana'a (Yémen), au Rond-Point Al Lou'loua (le rond-point de la perle), haut lieu de la contestation bahreïnie à Manama, détruit depuis lors par les autorités, les mots d'ordre étaient identiques. La liberté qui ébranle les trônes devint subitement l'ennemi déclaré de tous les tyrans.

#### D - La Libye et Bernard Henry Lévy

La Libye a constitué le ventre mou de ce sursaut de la jeunesse arabe. Dans cet état d'exaltation, l'Otan saisira l'occasion de s'y engouffrer. Et pour cause : La Libye, un des points d'ancrage de la Russie en Méditerranée, produit cinq fois plus de pétrole que l'Algérie pour une densité démographique infiniment moindre et le mouvement démocratique libyen est le plus faible du Maghreb.

Swing state de la zone, quiconque en prend le contrôle est en mesure de faire pencher la balance par rapport à des deux voisins frontaliers, la Tunisie à l'Ouest et l'Egypte à l'Est.

Main dans la main, l'OTAN est intervenu en Libye avec la caution du Qatar et des autres pétromonarchies, qui constituent la majorité des Etats membres de la ligue arabe,....A coups de Fatwa de Youssef Al Qaradawi, le mufti du Qatar qui invitera répétitivement l'Otan à intervenir militairement et de liquider Mouammar Al Kadhafi.

Le zèle atlantiste de Youssef Al Qaradawi, membre déminent de la confrérie des Frères musulmans, d'origine égyptienne, lui vaudra d'ailleurs le sobriquet de «Mufti de l'Otan».

Dans un tel contexte de désorientation mentale, un quotidien du Qatar «Ar Raya» ira jusqu'à qualifier Bernard Henry Lévy comme étant «le plus important militant des Droits de l'Homme en Europe», alors qu'il est de notoriété publique que le philosophe du botulisme fait office de fer de lance de l'offensive médiatique israélienne sur le théâtre européen.

En tandem avec Nicolas Sarkozy, soucieux de compenser son ratage de la révolution tunisienne, BHL s'emploiera à enjoliver aux yeux de l'opinion européenne

l'intervention militaire de l'Otan, parallèlement, aux démarches du Quai d'Orsay, en concertation avec Christopher Stevens, ambassadeur des Etats Unis auprès de la rébellion libyenne, de légitimer le «Conseil National Transitoire (CNT) en tant que gouvernement de substitution Libyen au pouvoir de la dictature.

Mais cette comédie divine qui s'est déployée sur la base d'une alliance hybride entre des djihadistes, leur matrice originelle, la confrérie de Frères Musulmans, et quelques nationaux libyens a débouché sur un montage explosif qui a transformé la Libye, jadis atone et amorphe, en poudrière, la plus importante plateforme du mouvement djihadiste en Afrique du Nord.

Leur sale besogne faite, Nicolas Sarkozy et BHL se sont échappés de l'embarcation en plein naufrage, alors que l'ambassade de France à Tripoli était la cible d'un attentat simultanément à l'assassinat de l'ambassadeur des Etats Unis auprès de la rébellion, Christopher Stevens, un arabisant agent de la CIA. Depuis lors, le modèle libyen s'est transformé en cauchemar qui hante le sommeil de l'ordonnateur de ce chaos.

## E – La Syrie

L'intervention de l'Otan en Libye s'est accompagnée de la contestation populaire en Syrie, un pays réputé pour la présence d'une opposition politique fort active, ayant souscrit dès 1979 au projet démocratique, aguerri par la terrible expérience qu'elle vécue face à la double violence émanant de l'appareil répressif du gouvernement syrien et de la contre violence de la branche syrienne des Frères Musulmans.

L'épreuve de force entre le pouvoir syrien et la branche militaire des Frères musulmans de Syrie « At Tali'a Al Moukatilla», qui a culminé en 1978, puis en 1982, a offert au pouvoir l'occasion de remplir les prisons de milliers de communistes, de démocrates et de syndicalistes.

En 1989, vingt ans après ces faits, la plupart des prisonniers avaient retrouvé la liberté portant les stigmates de cette double violence subie lors de cette guerre entre les deux camps antagonistes. Beaucoup en porteront témoignage, dans des écrits, de leur douloureuse expérience.

Face à la contestation naissante, l'appareil répressif syrien a eu recours à la vieille ficelle de la démagogie, avançant des arguments fallacieux soutenant que la démocratie nécessite du temps pour sa mise en place ; qu'elle suppose au préalable une forme de maturité politique, alors que, parallèlement, les groupements éradicateurs (takfiristes) menaient une véritable guerre sainte contre la liberté, la démocratie et la concitoyenneté.

Dans une sorte de déchaînement aveugle contre le mouvement de libération démocratique, galvanisés par leurs soutiens extérieurs, les takfiristes ont décrété «la démocratie, une idolâtrie» et « la laïcité, une apostasie».

Telles de hordes sauvages, ils procéderont à l'extermination de leurs supposés ennemis, ne faisant pas de quartiers, ne tenant compte ni de la religion, ni même de la confession, ni non plus de la nationalité de leurs cibles, massacrant sans discernement, s'acharnant à détruire le projet visant à édifier un Etat démocratique civique doté de sa pleine souveraineté.

La société syrienne a résisté infligeant un cinglant démenti aux lois de Newton, notamment le «principe fondamental de la dynamique» (2<sup>me</sup> loi de Newton) dont l'énoncé original est le suivant: «Les changements qui arrivent dans le mouvement sont proportionnels à la force motrice et se font dans la ligne droite dans laquelle cette force a été imprimée».

## 2- Du changement démocratique et de la violence

La violence politique est-elle compatible avec un projet démocratique ? Cette question, posée dans la décennie 1970-1980, au sein des mouvements de libération d'Amérique latine, est revenue se poser avec force en Syrie, en 2011, alors que la contre-révolution gagnait du terrain du fait d'une coalition hétéroclite, constitué d'un flux islamiste déferlant sur le pays, propulsé par des puissances régionales, avec la caution de quelques libéraux et d'anciens communistes.

Le mot d'ordre de transformation démocratique du système politique de Syrie était relégué à un simple slogan dans une opération de relations publiques destinées à gagner à leur cause l'opinion internationale.

Nous étions fermement convaincus que la violence à elle seule favorise la régression en ce qu'elle règle le problème de la pire manière qui soit. Il était dès lors impératif d'inciter la victime à faire usage à son tour de la violence afin qu'elle reproduise un schéma identique à son bourreau.

La dictature a ainsi produit ce qu'elle recelait de pire, au diapason de ses homologues régionaux. Ainsi au fur et à mesure que la radicalisation se généralisait, le comportement des protagonistes du conflit syrien évoluait vers une moindre humanité pour de placer en deçà de toute humanité.

Dans un tel contexte, l'immigration devenait un impératif humain de survie, en même temps qu'elle signifiait le refus de cautionner des comportements oppressifs et injustes.

Il n'est pas indifférent de noter à ce propos que les deux thèmes de non-violence et de combat civique n'étaient nullement mentionnés dans le discours politique des pays de la zone. Des thèmes totalement occultés en dépit de notre plaidoyer en leur faveur et cela depuis la chute du Mur de Berlin, en 1989.

Nous considérons en effet et continuons de considérer que le combat citoyen constitue l'arme la plus importante et la plus efficace pour faire chuter les dictatures arabes.

Dans la décennie 1990, en Europe de l'EST et dans les Républiques de l'ex Union soviétique, l'on assistait à une phase de transition de la bureaucratie d'état socialiste, dans une situation identique à celle qu'ont connu les pays d'Amérique latine gouvernés, eux, par des dictatures militaires.

Une période marquée en Afrique par l'abolition de l'Apartheid en Afrique du sud, certes, mais également par le déchirement du Rwanda dans une guerre intestine, parallèlement à la dislocation, en Europe, de la Yougoslavie dans des guerres intestines.

Le constat s'imposait sans ambages : Le degré de violence se répercutait directement et pleinement sur la nature de la transformation de l'Etat et de la société. Autrement dit, la nature de la transformation de la société était tributaire du degré de violence qu'elle avait subie en ce qu'une violence exacerbée se répercutait négativement sur le processus de l'édification d'une société démocratique.

A – Le positionnement de la «Commission Arabe des Droits de l'Homme (ACHR)»

Ainsi en 1996, un groupe d'intellectuels arabes (juristes, penseurs, écrivains, militants des droits civiques) tels Mouncef Marzouki (Tunisie), Violette Daguerre (Liban), Mohamed Hazef Yacoub, Mohamad Sayyed Al Said et Haytham Manna (Syrie) ont procédé à une relecture critique des «principes fondamentaux de l'Etat moderne», avec une attention particulière à des concepts tels que Souveraineté, Suivisme, Développement, Légitimité, Renaissance, les Droits des Personnes et des peuples, la relation dialectique entre les Droits Economiques, Sociaux, Politiques, Culturels et Civiques, ainsi que, dernier et non le moindre, le concept de Résistance Civile

Le premier constat dressé par ACHR a porté sur le rôle de la violence dans la consolidation du système mondial et son emprise sur le processus de transformation dans un pays donné et dans une zone géographique déterminée, particulièrement dans les champs de confrontation de l'Otan et du Pacte de Varsovie, à l'apogée de la guerre froide soviéto-américaine (1945-1990).

Les écrivains d'ACHR ont conclu sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour innover de nouvelles formes de résistance non violente en ce que l'économie de la violence, le fait de la brider et de la contenir, est indispensable pour limiter les dégâts tant humains que matériels dans les pays qui, de surcroît, subissent un double viol: un viol interne du fait du pouvoir, un viol externe du fait des grandes puissances.

B- L'engagement de personnalités islamistes Abdallah al Hamed, Jawdat As Said, en contrepoint de la position des Frères Musulmans.

Les démocrates laïcs n'étaient pas isolés dans leur combat. Des personnalités islamistes de premier plan partageaient le point de vue de la Ligue Arabe des Droits de l'Homme, notamment Docteur Abdallah Hamed, animateur du Mouvement constitutionnaliste» de tendance réformiste de la péninsule arabique, de même que

Jawdat As Said, qui apporta son soutien aux thèses de la Ligue dans la revue «Moukarabat» (Approches), qui n'hésitera pas célébrer l'alliance de la science et la raison, s'exclamant lors du lancement de la séquence dite du «printemps arabe»: La science et la raison ont triomphé».

#### C- La position de la Confrérie des Frères Musulmans

A contre-courant de cette tendance, les Frères Musulmans se sont prononcés, pour leur part, en faveur de la violence armée, justifiant leur recours aux armes par la légitime défense.

Une thèse difficile à admettre en ce que céder à la violence équivaut à conférer à la violence le soin de décider du cours des événements, selon la célèbre maxime suivante : «La guerre est morte. N'y recourt que les ignorants et les hypocrites qui tirent profit de l'ignorance des ignorants».

Il serait injuste à ce stade du raisonnement d'omettre de mentionner la position du Docteur Mohamad Ammar, un des fondateurs du «Comité de Coordination Nationale» lorsqu'il a établi la relation entre la violence et la politique début 2010, assurant à juste titre que «Quiconque œuvre en vue de propulser au pouvoir des militaires ne saurait le conserver sans l'appui de ces mêmes militaires devenant ainsi prisonnier de leur puissance et de leur force».

#### D- Le manifeste de Moaz Al Khatib et de ses compagnons

Dans le même ordre d'idées, il importe de signaler la position de l'Imam Moaz al Khatib et de ses quatre compagnons -Khaled Tayfour, Khalil Al Asmar, Said Salem et Souleymane Al Zoubeiby- consignés dans un manifeste publié le 30 juillet 2011, soit quatre mois après le déclenchement de la protestation dans le secteur de Dar'a.

Moaz al Khatib sera le premier président de la Coalition nationale des forces de l'opposition syrienne, de sa création le 11 novembre 2012 à sa démission le 21 avril 2013 en signe de protestation contre les ingérences du Qatar dans les délibérations de cette instance. Dans son manifeste, il décrète le «tabou du sang et frappe d'interdit la guerre intestine, le pillage, le viol».

Le document exige «le respect de l'armée syrienne» et de «veiller à ne pas l'entraîner dans l'engrenage de la violence, de la considérer comme la garante d'une solution pacifique au conflit»; Les signataires proclament leur attachement à une contestation populaire pacifique, ainsi que la réaffirmation de l'intégrité territoriale de la Syrie et à l'unité de sa population, le rejet du confessionnalisme, de considérer comme « sacré les Droits de l'Homme».

#### E - Le principe des 3 NON.



Parallèlement à ce manifeste, 17 parties politique et importantes formations civiques opérant à l'intérieur de la Syrie adoptaient le principe des TROIS NON : Non à la violence ; Non au confessionnalisme ; Non à l'ingérence étrangère.

F- De la révolution pacifique à la contre révolution islamiste.

Bon nombre d'opposants, sans doute aveuglés par la perspective d'une chute prochaine du pouvoir syrien, une thèse propagée particulièrement par les médias français, ne se sont pas rendu compte qu'une distribution anarchique d'un armement, en quantité importante, sans le moindre discernement, visait, en premier lieu, non la dictature syrienne, mais le principe même d'une contestation civile et ses objectifs.

Quiconque proclamait son attachement aux principes des 3 NON (Non à la violence, non au confessionnalisme, Non à l'intervention étrangère) était tenu en suspicion, qualifié de défaitiste, voire même accusé de connivence avec la dictature syrienne. La contestation pacifique était, dès lors, frappée d'obsolescence.

L'affaire syrienne, par glissements successifs, a ainsi muté en une stratégie de puissance et d'influence régionale et internationale des divers protagonistes du conflit syrien, à l'arrière-plan d'un financement exorbitant d'une guerre psychologique d'intoxication, sur fond d'exploitation de la misère de la population et de sa désespérance.

Dans le désordre ambiant, les vendettas se sont multipliées, de même que les règlements de compte.

Les groupements islamistes opérant en Syrie vont détourner les mots d'ordre de la révolution pacifique pour en dévier le cours en vue de susciter une contre révolution animée par une clique agréée par les pays occidentaux et les pétromonarchies, qui forgera sa réputation par sa fréquentation assidue des hôtels 5 étoiles, adossée sur un réseau politico médiatique et financier.

Le schéma libyen s'imposait ainsi comme acceptable aux yeux d'une fraction de la population syrienne sous le fallacieux prétexte de détruire la dictature et de sauvegarder la révolution. Ce faisant, ils ont entravé la contestation populaire civile, la privant des moyens d'atteindre ses objectifs : la fin de la dictature syrienne et l'éradication de la corruption.

G –Août 2011, date de la transition effective de la contestation pacifique à la confrontation armée.

Le pouvoir syrien s'est déchainé dans une violence multiforme durant le premier semestre de la protestation populaire, conduisant la société syrienne à renoncer à la contestation pacifique au profit de la confrontation armée.

Août 2011 marquera la transition effective d'une contestation autonome pacifique proprement syrienne à une confrontation armée, orchestrée de l'étranger et propulsée par une campagne médiatique de mobilisation, débouchant sur une militarisation du conflit. Ce tournant a occulté les revendications du départ.

H- La rupture entre Haytham Manna et Mouncef Marzouki, deux membres fondateurs de la «Commission Arabe des Droits de l'Homme»

Cette déviation du combat nous a conduit à saisir la Ligue Arabe et au Conseil National Syrien (CNS- le groupement de l'opposition soutenu par les pétromonarchies et les pays occidentaux) en vue d'opérer un rapprochement entre les deux composantes de l'opposition syrienne (l'opposition interne, opérant sur le terrain et l'opposition externe).

38 jours de négociations pour un accord qui tiendra 12 heures.

Au terme de 38 jours de négociations, nous sommes parvenus à un accord avec le CNS sur le refus de toute ingérence étrangère, considérant la résistance civile comme la voie la meilleure pour parvenir à une transition pacifique vers la démocratie.

L'accord tiendra douze heures. Il volera en éclat du fait des interférences extérieures.

La rupture de l'accord a conduit les protagonistes extérieurs à la Syrie (les puissances étrangères Otan et pétromonarchies) à prendre l'initiative des combats, miroitant tantôt la possibilité d'un aménagement d'un couloir humanitaire, tantôt l'aménagement d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie, à l'arrière-plan d'un afflux considérable de djihadistes en provenance de près de 40 pays.

En vain, nous avons tenté de stopper le flux djihadiste vers la Syrie. Ce sujet a d'ailleurs constitué un motif de rupture entre Haytham Manna (Syrie) et Mouncef Marzouki (Tunisie), deux opposants historiques de la mouvance démocratique arabe, co-fondateurs de la «Commission Arabe des Droits de l'Homme».

(NDT : Mouncef Marzouki fera alliance avec Rachid Ghannouchi, chef du parti An Nahda de Tunisie, la branche tunisienne de la confrérie des Frères Musulmans pour briguer la Présidence de la République, devenant ainsi le premier président post dictature. Sous la pression de ses parrains néo islamistes, il abritera la première conférence des «pays amis de la Syrie», un conglomerat international faisant office de base arrière à la guerre des djihadistes en Syrie. Fin de la note).

I - L'alliance entre le courant salafiste et les Frères Musulmans :

L'alliance entre le courant salafiste et les Frères Musulmans, la plus ancienne formation transnationale du Monde arabe a été scellée par la Fatwa de 107 Oulémas du Monde Musulman incitant les soldats syriens à la défection, même si cette désertion devait «déboucher sur la mort du soldat récalcitrant».

Le premier communiqué conjoint émanant de la confrérie des Frères Musulmans et des groupements salafistes portait la date du Mardi 15 Rabi'h Al Awal 1434 de l'Hégire, correspondant au 7 Février 2012 :

Signé des personnalités suivantes -Cheikh Youssef Al Qaradawi, prédicateur du Qatar, Rached Ghanouchi, chef du parti An Nahda, la branche tunisienne de la confrérie des Frères Musulmans, ainsi que de deux prédicateurs saoudiens, Awad Al Qarni et Salmane Al Awda- il invitait les soldats syriens à faire défection, au péril de leur vie.

Ci-joint le texte complet de cet appel :

«Il n'est pas permis aux membres des forces armées syriennes, aux forces de l'ordre et à toute autre formation sécuritaire de tuer un membre du peuple syrien ou d'ouvrir le feu contre lui. Il leur incombe de désobéir aux ordres donnés en ce sens, même si cela doit déboucher sur la mort du soldat récalcitrant. Il leur incombe d'abandonner leur poste et de renoncer à leur mission.

«Il n'est pas permis de continuer à exercer des responsabilités de sécurité et des forces armées dans les circonstances présentes. Il incombe de faire sécession toute affaire cessante. «Nous lançons un appel à soutenir l'Armée Libre Syrienne (ALS) en vue de la renforcer, d'y adhérer pour contribuer à la défense des civils et des villes cibles du pouvoir, aussi longtemps qu'ils seront présents.

«Nous Lançons un appel aux Musulmans et au Monde libre en vue de soutenir les formations de l'Armée Libre Syrienne par tous les moyens matériels et moraux afin de lui permettre d'accomplir sa mission face au pouvoir. «Nécessité de soutenir les révolutionnaires de Syrie et de leur fournir toute l'aide matérielle et morale pour leur permettre d'accomplir leur révolution et de récupérer leur liberté et leurs droits. «Nous invitons les états arabes et musulmans à arrêter une ferme position face au régime syrien, en expulsant ses ambassadeurs et à rompre les relations avec lui.

J - Mohamad Morsi décrète le djihad en Syrie.

L'alliance salafiste-confrérique a atteint son paroxysme le 15 juin 2013, moins d'un an après, lorsque Mohamad Morsi, le premier président néo islamiste d'Egypte, décrètera le djihad en Syrie. Cette décision a été avalisée par 500 oulémas, lors d'un congrès tenu au Caire sous l'égide de Mohamad Morsi, avec la participation des représentants des islamistes des pétromonarchies du Golfe (Qatar, Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn) ainsi que des courants islamistes d'Égypte, du Yémen et de la Tunisie.

Faute stratégique majeure qui abrègera brutalement son mandat, cette décision a été très mal perçue par la hiérarchie militaire égyptienne en raison de la fraternité d'armes qui liait les armées égyptiennes et syriennes.

K- « Le djihadiste en Syrie est beau quoiqu'il fasse ».

Ni les personnalités laïques, pas plus que les animateurs du « Printemps de Damas » (2000-2001) ne se sont élevées contre l'internationalisation du conflit. Face à ces développements, le pouvoir s'est engouffré dans une opération de récupération lançant un train de réformes forgeant même à la hâte une nouvelle constitution.

A ce stade du conflit, des néologismes tels des stigmates ont fait leur apparition à l'exemple de Chabbiha (fiers à bras), ou pire Fourak al Maout (les escadrons de la mort), annihilant d'un trait des décennies de combat démocratique.

Bon nombre de populistes ont été démasqués par des slogans de grande démagogie du genre « Le djihadiste en Syrie est beau quoiqu'il fasse » au point que dans les milieux libéraux voire même dans des milieux religieux, nous avons constaté une perte du sens de l'intérêt national, notamment en ce qui concerne le Golan (plateau syrien occupé par Israël depuis 1967) que certains par quête exacerbée du pouvoir étaient prêts à brader pour parvenir à leurs fins.

La responsabilité de cet état de fait pitoyable incombe conjointement au pouvoir et à l'opposition.

Les partisans de la confrontation armée ont échoué à placer le militaire sous l'autorité du politique ; de libérer les combattants de leur ornière confessionnelle en n'enrôlant que des combattants appartenant à la même chapelle de religiosité que la leur ; de dégager une vision commune tant en ce qui concerne la stratégie que l'objectif final de leur combat.

Eprouvant de vives craintes sur l'opération de destruction programmée en cours d'exécution, de manière consciente ou inconsciente, il nous a paru impérieux d'établir une claire démarcation entre le projet démocratique pacifique et les diverses formes de lutte à base confessionnelle, de suivisme politique et financier. Une claire démarcation entre guerre et révolution, en mettant en avant la nécessité d'adhérer à une vision d'avenir de la Syrie et non à se préoccuper de solder le passif du régime, tant il est aisé qu'une révolution dégénère en guerre intestine, au-delà en guerre régionale.

La guerre civile a constitué immanquablement une bouffée d'oxygène pour le pouvoir en place, qui traîne pourtant un lourd passif en matière de crimes contre l'humanité.

L – L'autocritique tardive d'Okab Yahya

Un de ceux qui ont grandement contribué à cet état de fait déplorable a voulu s'exonérer de ce passif, confessant que « la militarisation du conflit a modifié les objectifs de la révolution du fait de l'affaiblissement du politique au profit du

militaire; la neutralisation de la participation populaire, de même que celle de l'Armée Syrienne Libre (ASL), -constituée de soldats syriens dissidents-, au profit des forces islamistes animées par d'entre enjeux et qui ne cachaient d'ailleurs pas leur mépris pour la démocratie, la considérant comme une apostasie. Les Frères Musulmans, eux non plus, n'ont fait objection aux thèses islamistes dans leur nouvelle version exacerbée considérant qu'elles constituaient un prolongement des leurs. Cette évolution a brouillé l'image de la Révolution au sein de larges fractions de la population». Fin de citation. Okab Yahya, in «Les obstacles au retour de la révolution vers la démocratie», 19 Mai 2018

En dépit de ces critiques, cet opposant syrien s'est maintenu à son poste au sein de l'opposition ôtant tout crédit à ses propos.

L- Les conséquences de la militarisation du conflit : Une mise en avant des partisans du «Djihad mondial»

La militarisation du conflit a propulsé sur le devant de la scène les partisans du «Djihad mondial» ou de la «violence révolutionnaire», projetant des centaines de milliers de citoyens pacifiques auparavant fortement engagés dans la contestation pacifique, sur le chemin de l'exode et de l'exil (réfugiés déplacés, prisonniers, victimes) dans des zones à majorité kurde de Syrie.

M - Des combattants Kurdes.

Les Forces démocratiques syriennes, abrégé en français FDS (ou QSD en kurde/arabe) sont une coalition militaire formée le [10 octobre 2015](#) pendant la [guerre civile syrienne](#). Active dans le nord de la Syrie, les FDS visent surtout à chasser l'[État islamique](#) de la zone. Largement dominées par les Kurdes des Unités de Protection du Peuple (YPG), les FDS regroupent également des rebelles arabes proches de l'[Armée syrienne libre](#), des tribus locales comme l'[Armée Al-Sanadid](#). Les FDS sont activement soutenues par la coalition internationale, notamment les [États-Unis](#) et la France, qui leur fournissent des formateurs, des armes et un appui aérien.

Forts de 40 ans d'expérience acquise dans des combats contre la Turquie, les YPG et YPJ Kurdes ont émergé en tant qu'unique force combattante au ROJAVA.

Du mieux de nos possibilités, nous avons veillé à éviter avec les kurdes la répétition des erreurs du passé en ce que l'émergence d'un parti unique sous l'autorité d'un chef unique, particulièrement à une période où DAECH ciblait les zones kurdes dans une guerre chauvine à connotation religieuse risquait de déboucher sur de tragiques dérives.

Nous nous sommes dressés contre l'enrôlement des enfants au combat, l'arrestation des personnalités politiques et religieuses, les pratiques répressives des Assaich (police local) et œuvré pour la constitution d'un « HAUT CONSEIL KURDE» qui réunit les forces kurdes, pour faire Du Conseil Démocratique Syrienne un véritable force pas syrienne.

N- Le jeu des Américains auprès des Kurdes

Mais les Américains qui envisagent le conflit de Syrie sous l'angle étroit de leurs propres intérêts n'étaient nullement intéressés par une quelconque forme d'autogestion dans les zones sous contrôle kurde.

A la veille de sa démission de son poste d'émissaire américain auprès de l'opposition syrienne, en Mars 2014, Robert Ford m'avait demandé d'intervenir auprès des dirigeants kurdes en vue d'obtenir la libération de 24 personnalités détenues par leurs forces.

Depuis lors, plus aucun responsable américain n'a fait part de sa préoccupation concernant le respect des Droits de l'Homme et de libertés politiques A L'EST DE L'EUPHRATE, auprès des protagonistes du conflit syrien, particulièrement auprès de leurs alliés antagonistes, kurdes et turcs.

La préoccupation majeure des Américains a été d'amener les Kurdes à la table des négociations avec la Turquie dans le secteur de Qandil, et de procéder à un désengagement des forces des Forces Démocratiques Kurdes du PKK, le Parti des Travailleurs Kurdes de Turquie afin de subordonner les Kurdes à la stratégie américaine.

Dans une démarche destinée à affirmer sa singularité, la Direction de la Société Démocratique Kurde (Tev Dem) a proclamé son intention d'instaurer un FEDERALISME, suivant en cela l'exemple d'Abdallah Oçalan, le chef du PKK, emprisonné en Turquie.

La proclamation de ce projet politique, de manière unilatérale, selon la méthode baasiste, a constitué une catastrophe non seulement pour la cause arabe mais également pour la cause kurde en ce qu'elle marquait une prise de distance des formations kurdes avec les courants laïcs et démocratiques de Syrie qui avaient vigoureusement lutté afin d'atténuer les effets de la militarisation du conflit, et, corrélativement, la subordination du politique au militaire.

L'opposition démocratique syrienne avait pourtant reconnu dans son manifeste fondateur au congrès du Caire de juin 2015 le «Droit de la minorité kurde en Syrie et des autres minorités ethnico-confessionnelles.

Il était notamment dit que «l'Etat syrien reconnaît l'existence d'un peuple kurde en tant qu'élément constitutif de la population syrienne, de ses droits nationaux légitimes, conformément aux engagements et conventions internationales, et ceci dans le cadre de l'unité du peuple syrien, considérant que la nationalité kurde de Syrie comme un élément authentique (assil-originel) du peuple syrien. L'Etat syrien reconnaît de même l'existence, l'identité et les droits nationaux identiques aux nationalités syriaques, assyriennes, turkmènes, cir-caucasiennes (Tcherkesse), tchéchènes et arméniennes, les considérant comme un élément authentique du peuple syrien.

Il n'existe aucun exemple dans l'Histoire contemporaine d'un déchainement de violence qui débouche sur un régime démocratique. Pas un cas de victoire militaire

obtenue en pareilles circonstances qui ne dégénère sur une radicalisation du comportement, une volonté d'éradication et de vengeance.

Nous n'avons cessé de mettre en garde sur les conséquences d'un usage inconsidéré et immodéré de la violence sur la cohésion sociale, la paix civile, l'intégrité territoriale et l'unité de la Syrie. La violence politique n'a jamais constitué l'expression de revendications nationales ou d'aspirations démocratiques.

La violence politique en Syrie n'a pas été le fait du hasard, mais préméditée et impulsée en vue de favoriser la radicalisation et la confessionnalisation et la communautarisation du mouvement de contestation populaire pacifique, les trois facteurs générateurs de mort, de destruction et de vengeance.

## 2 partie : La peste confessionnelle

### 1- Le conflit confessionnel : une arme de destruction massive

Le conflit à substrat confessionnel est incontestablement une arme de destruction massive des sociétés et des états, avant d'être un conflit entre une opposition dotée d'un programme politique et un pouvoir autoritaire en ce qu'il se fonde sur la discrimination raciale et confessionnelle au sein des composantes d'une même société.

De sorte que quiconque vise à réduire les luttes sociales et partant le combat politique à une grille de lecture confessionnelle et communautaire, sans tenir compte des données de l'histoire et du contexte international, son combat est voué à l'échec. Il ne saurait s'opposer victorieusement à un pouvoir autoritaire autrement que par la force des armes.

Le conflit à substrat confessionnel repose sur un axiome fondé sur l'exclusion et l'anathème de toute pensée jugée dissidente, selon le schéma suivant : Tous les Rafiddines (ceux qui refusent ou s'opposent au dogme majoritaire de l'Islam sunnite) sont des renégats ;

Ainsi les Nousseirytes (Alaouites) sont des ennemis d'Ali, le gendre du prophète et de ses compagnons ; Les Ibadites sont qualifiés de Kharijites (des dissidents) tout comme les Druzes. Les Ibadites sont la 3<sup>me</sup> branche de l'Islam apparue lors de l'arbitrage entre Ali et Mu'awiya à l'issue de la bataille de Siffin qui les avaient opposés en 657). Ils sont rappel, les Ibadites sont majoritairement installés au Sultanat d'Oman. Enfin, tout contestataire du dogme en vigueur est un hypocrite (Mounaffik).

Le dogme tel qu'il est imposé dans un territoire déterminé constitue ainsi la référence suprême. Il confine à la sacralité absolue dans une sorte de totalitarisme idéologique.

A – L'anathème : stade suprême de l'aliénation (1).

L'instrumentalisation de l'anathème représente le stade suprême de l'aliénation tant au niveau individuel qu'au niveau collectif des sociétés musulmanes. Une aliénation idéologique, politique et sociale en ce que l'apostasie inflige une coupure de l'individu objet de cette mesure avec l'environnement du groupe. Renié par son propre entourage, l'apostat est privé du moindre soutien de sa communauté d'origine dont il est désormais perçu comme un ennemi.



Cette exclusion du groupe social se traduit généralement par des actes visant à le dépouiller de son identité et de son patrimoine afin de les affecter à la mission sacrée assignée par le groupe.

B- La diabolisation, préalable à l'aliénation :

L'exemple le plus significatif est celui de Mounzer Al Zohbi, alias Abou Ghaba Al Zohbi, originaire de la localité d'Al Khafji, venu en Syrie après avoir abandonné son poste au sein du géant pétrolier saoudien Aramco.

L'homme s'est engagé dans le djihad en s'inspirant de l'exemple d'un de ses devanciers, soutenant que «lorsque Jarrar Al Chami, originaire d'Idlib s'est pénétré de l'idéologie de l'unicité de l'Islam, il a pris la mesure de l'hérésie de ses proches et a commencé par les tuer à commencer par son père par loyauté et fidélité à Dieu».

La séquence est éloquente. Elle démontre que la diabolisation constitue en effet un préalable à l'aliénation en ce qu'elle libère son auteur et lui confère le droit d'ordonner la mort d'autrui dans un processus inéluctable d'accession à l'état de sauvagerie.

Pour s'arroger un droit de vie et de mort, pour parvenir à un tel degré de déconnexion, il importe en effet d'être animé d'une intime conviction des vertus de la haine en elle-même, et de la haine d'autrui.

En Syrie, les Frères Musulmans et le prédicateur Youssef al Qaradawi de même que les Salafistes ont massivement contribué à cet état d'aliénation, provoquant un déferlement de djihadistes vers la Syrie infiniment plus important durant les trois premières années de la guerre que les dix ans de la guerre anti soviétique d'Afghanistan (1979-1989).

La mobilisation d'un camp sur une base confessionnelle a entraîné la contre-mobilisation du camp adverse sur une base confessionnelle. Au déferlement djihadiste sunnite (Arabes, Turcs Tchétchènes, Ouighours, Occidentaux) a correspondu un afflux chiite, notamment du Hezbollah libanais et des milices chiites irakiennes).

C- La position des démocrates syriens face à l'instrumentalisation confessionnelle du conflit.

Notre mouvement a adopté une position très claire concernant la surenchère confessionnelle visant à la mobilisation des troupes pour le djihad.

Nous avons réaffirmé cette position bien avant que ce qui se désigne comme étant «l'Axe de la Résistance» (Syrie, Iran, Hezbollah libanais, et la milice chiite irakienne

Hached al Chaabi) ne se soit constitué, voire même bien avant l'intervention directe de la Turquie (2012) puis de la Russie (2015), alors que s'offraient encore de perspectives de règlement politique du conflit sur la base de revendications minimales: Un état constitutionnel démocratique, consacrant la participation de toutes les composantes de la société syrienne (Arabes, Kurdes, Tcherkess, Syriaques, sunnites, alaouites, chrétiens) à la vie publique nationale.

Ce discours était combattu par les Frères musulmans et leurs alliés qui étaient fermement convaincus d'une victoire militaire inéluctable. La position des FM de Syrie était fortement soutenue par le «Groupe des Amis de la Syrie», vaste coalition internationale d'une centaine de pays, sous l'égide de l'Otan, regroupant les pétromonarchies, la Turquie et les alliés de l'Occident dans le tiers monde.

Une coalition où figurait un Etat occidental qui préconisait la laïcité (NDT la France) mais qui fermait l'œil sur la violence confessionnelle et un pays arabe (Arabie saoudite) dont le souci majeur est de réduire en miettes la Syrie pour régner sans contestation sur le Monde arabe.

Dans la décennie 1970, nous avons organisé plusieurs sessions de formation au sein des cercles marxistes critiquant sévèrement un concept forgé par l'Organisation de l'Action Communiste : la classe confession.

Plusieurs opposants de premier plan tels que Jamal Al Atassi, chef de file des Nassériens de Syrie, l'écrivain Saadallah Wannous, l'éditeur Hussein Aloudat ainsi que Yassine Al Hafez, fondateur du parti marxiste-léniniste arabe « Arab Revolutionary Workers Party» avaient sérieusement mis en garde contre toute tentative d'instrumentaliser le facteur confessionnel dans le combat politique.

D - La confessionnalisation contemporaine de la chute du Chah d'Iran en 1979.

Certes, le Royaume Wahhabite est un régime théocratique fondé sur la doctrine wahhabite de l'islam rigoriste; certes en Syrie, il existait aussi dans la constitution syrienne la mention "L'islam est la religion d'état", mais la décision du Guide de la Révolution Islamique iranienne, l'Ayatollah Ruhollah Khomeiny à la chute du chah d'Iran, en 1979, de conférer à l'état et la constitution un aspect confessionnel, a créé une bipolarité au sein du Monde musulman et exacerbé le levier confessionnel.

Une tendance amplifiée avec la montée en puissance d'«At Tali'a Al Mouqatilla» en Syrie. En guise de justification idéologique à son combat, la branche armée clandestine des Frères Musulmans de Syrie avait décrété l'anathème contre le régime baasiste syrien, le qualifiant de «Nousseyrite» schismatique pour désigner les Alaouites, invoquant pour ce faire les enseignements d'Ibn Taymiyya.

(Taqî ad-Dîn Ahmad ibn Taymiyya (1263-1328) est un théologien et un juris-consulte musulman traditionaliste du XIII<sup>e</sup> siècle, influent au sein du madhhab hanbalite. Son

époque est marquée par les conflits entre Mamelouks et Mongols, et il tente d'organiser le djihad contre ces derniers qu'il accuse de mécréance. Il est l'auteur de «Profession de foi» (Al-Aqida Al-Wâsitiyya), un ouvrage dans lequel il émet de vives critiques à l'égard des Chiites).

Le recours à la violence des Frères Musulmans de Syrie et ses conséquences désastreuses sur le plan des luttes revendicatives auraient dû avoir une valeur dissuasive sur l'usage du levier confessionnel dans le conflit politique.

Au surgissement du «Printemps de Damas», en l'an 2000, soit vingt ans après les affrontements des FM avec le pouvoir baasiste, le discours confessionnel n'avait plus cours au sein de l'opposition syrienne. Les Frères Musulmans syriens s'étaient même engagés à procéder à l'autocritique de la séquence d'At Tali'a Al Mouqatilla lors du congrès fondateur de l'opposition syrienne à Londres en 2001. Ce congrès avait été marqué par la participation du communiste Riad Turk, les mouvements kurdes de Syrie ainsi que des opposants historiques au pouvoir baasiste tel Haytham Manna et Sobhi Hadidi, journaliste-écrivain, un opposant syrien qui vit en exil à Paris depuis une trentaine d'années.

E- Ahrar As Sham : Les chrétiens à Beyrouth et les Nousseyrites au tombeau

Fin avril 2011, le mot d'ordre des 3 NON a été lancé depuis la chaîne de télévision «Al Hiwar -Le dialogue» relevant de la mouvance des Frères Musulmans. Non à la violence ; Non à la confessionnalisation du conflit ; Non à l'intervention étrangère.

J'avais même rédigé un article intitulé «Le printemps syrien et la contre révolution» paru dans le mensuel français Le Monde Diplomatique en juillet 2011 ; Le Conseil National de Coordination Syrien avait même souscrit aux 3 Non lors de son congrès fondateur.

Mais les signaux d'alerte que nous avons lancé ont été, paradoxalement, farouchement combattu, d'une manière odieuse, par ceux-là même qui se désignaient comme des «démocrates» lesquels considéraient notre positionnement comme étant «le meilleur service» rendu au régime syrien.

Le discours à tonalité confessionnel prédominait lors de la constitution des premières unités combattantes djihadistes de tendance salafiste. «Ahrar As Sham», (Le Mouvement des Hommes Libres du Levant), parrainé par le Qatar et la Turquie, noirissait les murs des villes syriennes des slogans portant menaces morbides du genre «An Nassara A3 Beyrouth Wa Nousseyrites A' Taboute» qui signifiait «Les Chrétiens à Beyrouth et les Alaouites au cercueil».

Ahrar As Sham a même volontairement opéré un amalgame entre l'armée syrienne, les forces de sécurité et les fiers à bras du régime (les chabbihas) qu'il désignait sous le vocable commun de «milices chiites». Cet amalgame a persisté jusqu'en 2015,

demeuré présent sur le site électronique de ce groupement islamiste jusqu'à la tenue du congrès de l'opposition syrienne à Riyad, en 2015, marquant le passage de l'opposition pétro-monarchique syrienne de la tutelle du Qatar à la tutelle saoudienne et la désignation de l'ancien premier ministre dissident syrien Riad Hijab à la tête de cet agrégat.

Mieux, le chant morbide de mobilisation de Jabhat An Nosra, la filiale syrienne d'Al Qaida, intitulé « Ji'nalkom Li Nazbahoukom- Nous sommes venus pour vous égorger» demeure en vigueur dans les camps d'entraînement de plusieurs groupements islamistes tels que Hay'at Tahrir As Sham (Front de Libération du Levant), Hourras Ad Din, (Les défenseurs de la religion) et le Parti islamiste du Turkestan (ouïghour).

A cela s'ajoutent les sentences des juristes de Daech et des Soldats d'Al Aqsa.

La surenchère dans le discours confessionnel était de pratique courante. Mieux, la capture d'une femme non voilée de tendance libérale ou d'un militant de gauche constituaient de belles prises de guerre en ce qu'elles offraient la possibilité de valoriser les exploits de Jabhat An Nosra, et, ce faisant, de donner du tonus à leur entourage pour s'illustrer dans la défense du discours confessionnel.

G- L'aveu consternant de Georges Sabra.

Membre du parti communiste syrien, tendance Riad Turk, président du Conseil national syrien, en novembre 2012, et vice-président de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution (CNFOR), Georges Sabra, ancien prisonnier politique syrien, se livrera un jour devant un congrès islamique à un aveu consternant: «Nous avons pris la défense de Jabhat an Nosra beaucoup plus qu'elle ne l'a fait elle-même pour la défense de sa propre cause», confessera-t-il.

Cet aveu a fait l'effet d'une secousse tellurique sur tous ses partisans, convaincus qu'ils étaient de la sincérité du «Parti Démocratique du Peuple» et de la « Proclamation de Damas».

H - Azmi Bishara et ses justifications tortueuses.

Ancien militant communiste, député au Knesset israélien, transfuge du combat national palestinien, rallié au Qatar, Azmi Bishara tentera une justification sinon tortueuse à tout le moins hasardeuse pour prendre la défense de son bienfaiteur pétro-monarchique.

Sans craindre le ridicule, il prétendra que l'embargo qui frappe le Qatar -décrété en 2015 par l'Arabie Saoudite, Abou Dhabi, Bahreïn et l'Egypte en représailles au soutien de Doha aux Frères Musulmans- constitue une mesure de représailles voire un châtement de la principauté pour son soutien aux «révolutions arabes».

Comment peut-il prétendre cela, alors que le Qatar a puissamment contribué à la popularisation du discours confessionnel éradicateur, amplifié par la chaîne Al Jazeera, dont il est le propriétaire, et ses satellites; activement participé à la glorification du «conquérant» Abou Mohamad Al Joulani, présenté comme un homme «dévoué» à la cause syrienne.

C'est Hamad Ben Jasem qui va démentir son employeur-intellectuel par une déclaration au BBC : Tahawashna à la al saideh (nous nous sommes bagarrés sur le butin)....

De telles manifestations ont eu un effet mortifère sur le projet libérateur de la Syrie, paradoxalement, en priorité sur les tenants de cette thèse et non sur le gouvernement syrien. Davantage sur les formations modérées et les organisations civiles, liquidés au vu et au su du Monde, par les groupements éradicateurs tels Daech (Etat Islamique), Jabhat an Nosra et leurs succédanés.

I – Haytham Al Maleh: l'unicité du sang sunnite et l'appel au djihad de tous les sunnites en Syrie.

Le téléprédicateur du Qatar Youssef Al Qaradawi et l'avocat syrien Haytham Al Maleh, dans un discours prononcé à l'occasion du 3eme anniversaire du soulèvement syrien, proclameront conjointement l'unicité du sang sunnite».

Comment le peuple syrien peut-il pardonner à ces deux personnes leur déclaration selon laquelle «le sang sunnite est un», et, se fondant sur cette prétendue unicité du sang sunnite, lancer sur la chaine de télévision As-Safa» un appel au djihad en Syrie de tous les sunnites partout dans le monde.

Comment oublier les propos de l'ancien communiste Georges Sabra sur le zèle déployé par l'opposition syrienne dans la défense de Jabhat An Nosra, la franchise syrienne d'Al Qaida.

De telles manifestations se sont situées aux antipodes de la démarche initiale du mouvement civique de la jeunesse syrienne se soulevant en mars 2011 pour la reconnaissance de leur liberté et de leur dignité.

J- La bouffée délirante de Lamia Nahas:

«Je regrette Hitler qui a brûlé les Juifs de son temps ainsi que le Sultan ottoman Abdel Hamid qui a exterminé les Arméniens», dixit Lamia Nahas, membre de la Coalition Nationale de l'opposition syrienne (pro-occidentale).

Un ami m'a fait parvenir un jour un extrait d'un post publié sur sa page Facebook par Lamia Nahas, une dame dont je n'avais jamais entendu parler auparavant et dont la diatribe, en fait une bouffée délirante, constitue un morceau d'anthologie. Jugez-en :

*«Chaque fois que les minorités déploient leur morgue à l'égard de la Syrie, ma conviction s'affirme davantage sur la nécessité de dresser un bûcher pour les carboniser tous. Je regrette Hitler qui a brûlé les Juifs de son temps ainsi que le Sultan ottoman Abdel Hamid qui a exterminé les Arméniens de même que le héros des Arabes, Saddam Hussein, qui s'est comporté en homme à une époque où il n'en existait plus et dont il n'existera plus jamais après lui.*

*«Il nous incombe d'éliminer l'affirmation selon laquelle Bilad As Cham (le Levant) est une zone de diversité idolâtrique, religieuse et confessionnelle. Le pays de la diversité culturelle. Toutes les cultures sont parvenues à la conclusion que les minorités sont un mal dont il importe de se débarrasser et épurer le Levant de leur présence.*

*«Fasse Dieu que nos révolutionnaires puissent les anéantir, tous. Les Kurdes, les Alaouites et les Nusayrites. Sunnite, je suis fière de mon arabité». LN*

Lamia Nahas, faut-il le rappeler, était membre de la coalition nationale de l'opposition syrienne, une coalition considérée par le «Groupe des Amis de la Syrie», où figurent la France, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Etats-Unis et le Royaume Uni, comme le «Représentant unique du peuple et de la révolution en Syrie»).

Les faits ont confirmé mes propos : Les principales victimes de l'extrémisme religieux sont les membres de la confession religieuse que l'éradicateur prétend représenter. Et les premières victimes de cette confession sont ses membres les plus instruits dont la conscience politique est la plus aiguisée.

Le djihadiste éradicateur s'intronise lui-même comme l'unique représentant légitime de sa confession, dont il exige l'allégeance à sa personne, comme gage de loyauté à sa ligne de conduite, développant ainsi une sorte de phobie généralisée à l'encontre de toute velléité de mainmise politique sur la communauté qu'il estime représenter.

Ceux qui fanfaronnaient que « toute arme est sacrée» et que «Jabhat an Nosra se livre à de grandes actions en Syrie» n'ont pas eu le courage de se livrer à une auto critique. Comment le peuple syrien peut-il faire confiance à ces intrus et les considérer comme l'avant-garde démocratique d'un combat visant à un changement de régime ?

K - L'autocritique de Riad Turk: Une militarisation du conflit progressive au rythme de son islamisation.

Dirigeant d'une branche dissidente du Parti communiste syrien, ancien prisonnier politique en Syrie, Riad Turk sera l'une des rares personnalités politiques syriennes à se livrer à une auto critique.

«Les bases sur lesquelles ont été établies les alliances tant au sein du Conseil national, qu'au sein de la coalition des forces de l'opposition ont échoué à réaliser les objectifs de la révolution syrienne et de parvenir à un changement démocratique»,

admettra-t-il lors d'une interview accordée à Mohamad Ali Atassi, parue dans le quotidien «Al Qods Al Arabi», le 3 septembre 2018, après sa sortie de Syrie.

Celui qui était généralement présenté comme étant le «Mandela syrien» avait initialement soutenu, en 2011, l'alliance de tous les courants de l'opposition, y compris les islamistes, ce qu'il regrettera par la suite :

«Nous étions dans l'urgence, nous avons pensé que cela ne serait pas forcément un problème de faire appel aux islamistes. J'étais moi-même parmi les plus enthousiastes. Je me suis trompé. A nous maintenant de reconnaître notre faute, quand on a passé sous silence certaines violations commises par des groupes islamistes».

1 ère Question du journaliste : «Où se nichait votre erreur» ?

Réponse Riad Turk: «L'erreur principale a été constitué par notre précipitation avec laquelle nous avons décrété l'unité de l'opposition et notre précipitation dans la formation du Conseil National sur la base d'un accord avec les principales forces politiques notamment les démocrates artisans de la «Proclamation de Damas» adoptée lors du « printemps syrien de 2000 et les Frères Musulmans, sans poser de conditions à leur participation notamment dans l'hypothèse où l'un des participants aurait manqué à son engagement. Sans poser de garde-fous à des débordements.

«Il était convenu que le Conseil National serait dirigé par une équipe représentant les 7 forces principales, chacune représentée par 7 délégués, opérant sur un pied d'égalité. La direction collégiale était constituée de 28 membres. Mais les tribus ont réclamé de participer à cette direction collégiale 28 membres, mais agissaient en fait en tant que sous-marins des Frères Musulmans. De sorte qu'au lieu de 28 délégués, la direction collégiale s'élevait à 52 membres, dont la majorité avait prêté allégeance à la confrérie.

«2me erreur : L'usage abusif du terme auto-défense face à la violence et à la barbarie du régime syrien, sans le moindre contrôle tant sur la réalité de cette violence que sur le bien-fondé de l'usage de l'auto-défense.

«Notre parti (Le Parti démocratique du peuple) avait pris bien soin de ne pas nous impliquer dans le moindre conflit et nous avons veillé à ne pas être lié à aucune force étrangère. Mais d'autres, en revanche, se sont engagés dans cette orientation dès le début du conflit armé y compris dans ses prolongements régionaux et internationaux.

«La militarisation du conflit s'est faite progressivement au rythme de son islamisation en fonction des agendas des puissances régionales qui parrainaient les groupements islamistes armés. Il en est résulté une dérive des principaux objectifs de la

Révolution et la mise sous tutelle internationale des principales formations de l'opposition syrienne.

«La 3eme erreur : Le rêve caressé par les forces de l'opposition de bénéficier d'un soutien marqué occidental face au régime syrien s'est vite dissipé. Ce rêve-là ne n'est pas réalisé, produisant un effet inverse sur la révolution.

Il eut été plus judicieux si notre collègue était allé au bout de son auto critique en soulignant son rôle et celui de son parti dans la popularisation de l'idée de l'intervention étrangère. Et plutôt que de critiquer notre position, nous rejoindre en se dressant contre toute intervention étrangère. Et plutôt que de nous accuser de faire le jeu du régime, de se placer au diapason de notre position en prônant une révolution civique par des moyens pacifiques, contre la militarisation, l'islamisation et la confessionnalisation du conflit de Syrie.

--A propos de l'aliénation : cf. Patrick Martin Cenier : La haine en politique ou l'autodestruction, in le journal Le Monde, 21/09/2009.



### III partie : De la haine politique

#### 1 - La haine politique en compensation de l'échec politique

Au terme de cet exposé des questions fondamentales demeurent :

Par quelle aberration mentale se fait-il que des démocrates, qui furent nos compagnons de lutte pendant trente ans, aient rallié, sans hésitation, le projet conçu contre leur pays, la Syrie, par les Occidentaux, la Turquie et les pétromonarchies du Golfe ? Que ce ralliement ait pu se produire sans la moindre hésitation laisse perplexe, sauf à y déceler la marque d'un trouble psychiatrique visant à compenser, par dépit, l'échec de leur projet politique par une haine politique à l'égard de leurs anciens compagnons de route.

Comment ont-ils pu imaginer un instant que la militarisation du conflit pouvait servir de passerelle à l'édification d'un état démocratique en substitution à la dictature ?

Comment s'imaginer pouvoir instrumentaliser les groupements islamistes éradicateurs, pourtant majoritaires au sein de l'opposition syrienne, dans un combat contre le régime jusqu'à sa chute, et, une fois cet objectif atteint, penser pouvoir s'en débarrasser sans conséquence pour le combat démocratique, sans hypothéquer le combat démocratique ?

Comment s'imaginer que des militaires et des civils qui ont collaboré avec le régime syrien et participé au pillage de l'économie du pays, contribué à la corruption et à la répression de sa population, puissent subitement se métamorphoser, par l'effet d'une poignée de dollars, en défenseurs acharnés de la démocratie ?

Comment fermer l'œil sur la métamorphose non moins subite des thuriféraires, ceux-là même qui ont massivement entretenu le culte de la personnalité et contribué à l'émergence du guide éclairé, artisan des orientations pertinentes et décisions historiques, devenir du jour au lendemain, les laudateurs des thèses du camp adverse avec son cortège de discours démagogiques et de simplisme politique ?

Comment un militant qui a voué sa vie à mettre en garde contre les menées américaines, un partenaire du combat pour l'instauration de la démocratie dans le Monde arabe, accepte, sans état d'âme, de servir de «caution non islamiste» au projet américain ?

Le propos ne porte donc pas sur des mercenaires de 3<sup>ème</sup> catégorie : Anas Al Abdah, Farid al Ghadry, Ahmad Ramadan et Radwan Ziadeh etc. mais sur des militants qui ont croupi dans les geôles des dictatures ou contraint à l'exil forcé, qui

avaient pris fait et cause pour la Perestroïka en Union soviétique et le «Printemps de Prague», vingt ans auparavant, et pâti de la douloureuse séquence d' «At Tali'a Al Mouqatilla», la branche armée clandestine des Frères Musulmans de Syrie, dont les excès et les abus ont permis à Hafez Al Assad de se perpétuer au pouvoir vingt ans supplémentaires, sans contestation sérieuse.

2 - L'invasion américaine de l'Irak, en 2003, un test majeur pour les forces démocratiques arabes.

L'invasion américaine de l'Irak, en 2003, a constitué un test majeur pour les forces démocratiques arabes au XXI<sup>e</sup> me siècle. Un séisme qui a extirpé des entrailles tous les faits négatifs enfouis et accumulés de la période précédente, qu'ils soient des dits ou des non-dits.

Il était généralement admis au sein des forces démocratiques arabes que la transformation démocratique ne pouvait provenir que de la «BASE» et de «l'INTERIEUR». Les néo conservateurs ont réussi à retourner l'équation en soudoyant un groupe de politiciens, les affectant à plaider l'inverse de la thèse qu'ils avaient jusque-là défendu, prônant le changement par le «HAUT et de l'«EXTERIEUR». Cette école de pensée est toutefois demeurée circonscrite à l'Irak, demeurant marginale dans le reste du Monde arabe.

3- La duplicité des deux Riad : Riad Seif, le libéral, et Riad Turk, le communiste.

Riad Seif : un satisfecit à l'occupation américaine de l'Irak

En Syrie, la voix discordante est venue de Riad Seif, réputé pour son libéralisme, qui a jugé depuis les barreaux de sa prison où il était incarcéré que l'occupation américaine de l'Irak a été «positive» et «utile au peuple irakien».

Riad Turk (ex-communiste) : La théorie du Zéro colonialiste

L'ex-communiste Riad Turk lui a fait écho en développant la théorie du «Zéro colonialiste», considérant que l'occupation d'un pays arabe par la puissance impériale contemporaine avait propulsé l'Irak d'un «PAYS EN DESSOUS DU ZERO, A UN PAYS AU NIVEAU ZERO» (Cf. à ce propos son article paru dans le quotidien libanais An Nahar en date du 28 septembre 2008).

La position du dirigeant communiste syrien a ébranlé la confiance qui régnait entre les diverses composantes de l'opposition syrienne, semant la suspicion dans ses rangs.

Face à ce trouble suscité par cette prise de position, décision a été prise de recourir à l'avis des «sages», des personnalités unanimement respectées du calibre de Hussein

Aloudat et Abdel Aziz Al Khayyer pour tenter de maintenir la cohésion du groupe démocratique syrien.

La «Déclaration de Damas» a été le fruit d'un compromis entre les diverses composantes de l'opposition syrienne. Précaution supplémentaire, elle fut expurgée de tout point des désaccords entre les participants. Hussein Aloudat est venu spécialement à Amman en Aout 2005 où le document a fait l'objet d'un examen minutieux tout au long d'une journée, me demandant d'y souscrire sans réserve à sa proclamation. Ce qui fut fait en raison de la grande considération que tous les démocrates syriens portaient au personnage.

Pour la première fois dans l'histoire de la Syrie, la «Déclaration de Damas» a constitué la première structure commune à toute l'opposition, se posant en alternative au régime syrien, crédible et acceptable aux pays occidentaux. Mais cette initiative s'est heurtée au jeu trouble des deux Riad, Riad Seif, le libéral et Riad Turk, le communiste. En effet, en juillet 2006, alors que nous organisons devant l'ambassade des Etats Unis à Paris à l'occasion de l'«Independance Day» une manifestation de protestation contre les prisons clandestines en application de la «Rendition», la sous-traitance des prisonniers à des pays tiers et le bagne de Guantanamo, les deux Riad participaient à l'ambassade des Etats Unis à Damas à la réception organisée à la fête nationale américaine.

En 2007, le congrès commémoratif de la déclaration de Damas a marqué une claire rupture au sein de l'opposition, conduisant le Parti Socialiste Arabe et les personnalités suivantes Haytham Manna, Majed Hebbo, Nasser Al Ghazali à se retirer de cette structure, tandis que Hussein Aloudat, Abdel Aziz Al Khayyer et Fayez Sarra, poursuivaient leur combat au sein de cette instance, faisant toutefois valoir leurs divergences dans des tribunes publiées notamment dans le quotidien libanais «As Safir». Les choses ont suivi ainsi leurs cours jusqu'au Congrès de Halboun et le congrès constitution du Conseil de Coordination des Forces de l'Opposition syrienne», en 2011.

5 - Le tandem Abdel Halim Khaddam- Frères Musulmans.

A dire vrai, notre retrait de la structure de l'opposition n'a pas provoqué de grands remous, en tout cas pas tant que la secousse provoquée par l'alliance entre Abdel Halim Khaddam, ancien vice-président de la République Syrienne, et la branche syrienne des Frères Musulmans, scellée par la proclamation de Damas-Beyrouth/ Beyrouth-Damas en date du 12 Mai 2006.

Si notre retrait a constitué un signe de défiance à l'égard de l'orientation du groupe signataire de la «Proclamation de Damas», l'alliance insolite entre un ancien ponte du régime baasiste et une formation islamiste qui s'est lancée à deux reprises à l'assaut de ce même régime en vue de l'abattre, a suscité les plus grandes réserves à l'égard de toute collaboration avec la branche syrienne de la confrérie du fait de son

alliance avec un ancien dirigeant d'un parti ultra répressif à l'égard de l'opposition et de la population.

De fait, l'alliance Khaddam-FM de Syrie a donné la possibilité au pouvoir de déclencher une vague d'arrestation dans les rangs des signataires de la «Proclamation de Damas» de 2001, annonciatrice du « Printemps de Damas». Par ricochet, le pacte Khaddam-FM de Syrie a conféré à Anas Al Abda une place d'autant plus privilégiée au sein de la coalition de l'opposition syrienne qu'il bénéficiait du parrainage des deux Riad (Riad Seif et Riad Turk), deux anciens prisonniers politiques syriens acquis projet Américain.

Du fait de ce parrainage, d'ailleurs, Anas Al Abda, futur président de la coalition nationale syrienne, sera le premier bénéficiaire d'une subvention du Département d'état américain pour le lancement d'une chaîne de télévision de l'opposition syrienne depuis le Royaume UNI, la chaîne Barada TV, émettant depuis le sud de Londres.

## 5 –Burhan Ghalioun

Auteur du « malaise arabe», Burhan Ghalioun a, lui, maintenu de bonnes relations avec les deux Riad, sans toutefois partager leur avis concernant leur pari commun sur les Etats Unis.

Dans une interview au «New York Times», reproduit en arabe sur le site du journal «Ar Rai», en date du 23 Mars 2005, l'universitaire franco syrien a mis en garde à l'égard contre toute option qui irait dans le sens des Etats Unis, en ces termes :

«Je suis convaincu que le Moyen-Orient est prêt à s'engager vers la démocratie. Nous sommes prêts à nous débarrasser de la dictature. Nous sommes d'accord avec les Américains sur ce point».

Haytham Manna a publié 2 articles dans la presse arabe sur ce thème et intitulés, la première «A propos de l'alliance Abdel Halim Khaddam-Frères Musulmans : qui mise sur qui?», la seconde «La démocratie et les alliances pour y parvenir».

Précisant sa pensée sur le site «Aljazera.net», Burhan Ghalioun a tenu, en 2005, les propos suivants : « L'intérêt de l'Amérique réside dans le changement des régimes politiques au Moyen-Orient. Mais il m'importe de mettre en garde contre deux illusions entretenues au sein de l'opinion arabe concernant l'entrée en force des Etats Unis sur la scène du Moyen Orient depuis l'invasion de l'Irak, en 2003.

-«La première illusion est le fait que les Etats Unis projettent de changer les régimes existant au profit de régimes démocratiques ; ce qui signifie a contrario que les régimes démocratiques sont conformes aux intérêts américains».

-«La deuxième illusion est de croire que les Etats Unis sont en mesure, -pour autant que cela soit conforme à leur intérêt-, disposent de la volonté d'atteindre cet objectif ». Fin de la citation de Burhan Ghalioun

Le 29 octobre 2006, lors du «Forum International de la Société Civile, qui s'est tenu à Doha, Burhan Ghalioun reviendra à la charge près d'un an après sa précédente intervention, portant un jugement empreint d'un grand pessimisme sur l'évolution du cours des choses.

«La transition vers la démocratie n'est pas la caractéristique majeure de l'évolution politique du Monde arabe. Il n'existe aucune perspective du en ce sens, contrairement a pu être suggéré à l'occasion d'élections législatives pluralistes organisées dans certains pays arabes».

«La caractéristique majeure de la période est l'effort déployé par les régimes autoritaires arabes pour faire avorter à leur profit le processus démocratique amorcé depuis le début du III me millénaire, et de neutraliser ainsi les pressions qui s'exercent sur eux, tant sur le plan interne que sur le plan international, afin de brider l'impulsion démocratique donnée par ces pressions.

«Il n'est pas exagéré de dire que les projets de réforme démocratique - pour lesquels des forces arabes ont combattu avec vaillance et payé un lourd tribut à leur réalisation face à des régimes autoritaires ultra répressifs- ont été les victimes d'une politique erronée suivie ces dernières années tant sur le plan international, que sur le plan régional ou local.

Sur le plan international, avec l'extension du champ de la «guerre contre le terrorisme», au-delà la guerre contre l'Islam et l'Arabisme. Sur le plan régional, en laissant libre cours aux gouvernements ultranationalistes israéliens d'anéantir le rêve palestinien à une patrie, à coups de destructions systématique du cadre de vie quotidien de la population et l'abandon de l'option diplomatique au profit de l'option militaire du règlement du conflit.

Sur le plan local, le choix délibéré des pays industrialisés de privilégier leurs relations avec un groupe d'état au détriment d'autres états et l'imposition d'une politique sélective dans et le choix des programmes des réformes applicables par les pays de la zone.

Une telle politique a coupé la voie à toute possibilité d'entente entre les pays de la zone. La politique délibérée de guerre de destruction totale suscitée tant en Palestine, qu'au Liban, qu'en Irak a ainsi coupé la voie à toute solution par la négociation, seule voie menant à la paix s'agissant d'un règlement négocié et accepté par toutes les parties.

«La vague démocratique s'est heurtée à une impasse internationale du fait de la volonté des Etats Unis de briser la règle de l'unanimité qui régissait les rapports des pays occidentaux envers le Moyen Orient, dont ils constituaient les principaux acteurs de la zone. Une impasse internationale qui s'est répercutée sur le plan régional et local.

Impasse sur le plan régional du fait de l'abandon de la feuille de route pour parvenir à un règlement négocié du conflit israélo-palestinien, au profit de la solution militaire. Une telle impasse a provoqué une profonde dépression au sein de la population et déclenché une violente explosion de colère attisée par un sentiment vindicatif, ainsi que la régression corrélative de toute pensée logique et de tout élan humaniste. Impasse sur le plan local, du fait de la consolidation des régimes autoritaires en place, lesquels ayant réussi à résister victorieusement aux pressions étrangères se sont organisés en système sécuritaire autarcique d'autosuffisance sur le plan matériel et politique, évoluant selon une orbite autonome, enfermé dans une citadelle fortifiée, aveugle à leur environnement».

Ce texte a constitué la première intervention de Burhan Ghalioun concernant sa définition du concept de démocratie. Il y établit un rapport entre développement et démocratie, l'interactivité entre le plan interne et le plan international, en mettant en garde contre l'illusion de faire le pari sur les Etats Unis, allant même jusqu'à évoquer l'image d'un «poignard planté sur la poitrine des démocrates».

Que s'est-il donc passé au dernier trimestre de 2011 pour que Burhan Ghalioun renie complètement sa position ? A-t-il été aveuglé par son appétit du pouvoir ? Ou a-t-il rallié le projet qu'il présumait gagnant car conçu en concertation sur le double plan international et régional et qui ciblait la chute du régime syrien comme objectif central de l'opération ?

6- La spectaculaire volte-face de Burhan Ghalioun à l'annonce fin décembre 2018 du retrait américain de Syrie.

L'annonce par le président américain Donald Trump, fin décembre, du retrait des forces américaines du nord de la Syrie, où ils encadraient les troupes kurdes, a donné l'occasion à Burhan Ghalioun d'opérer une spectaculaire volte-face.

Dans un article paru dans le journal du Qatar «New Arab», dirigé par le transfuge communiste Azmi Bishara, Burhan Ghalioun, sans craindre la contradiction, se livre à une critique de la ligne politique jusqu'ici suivie par les adversaires du régime syrien, sans mentionner ses propres commanditaires, sans se livrer non plus à sa propre autocritique.

L'article paru en date du 30 Décembre 2018. L'auteur y prédit que l'année 2019 sera «l'année de la fin des illusions dont se berçaient les pays arabes à propos sur l'Amérique».

«Le retrait américain est une étape sur la voie de la libération de la Syrie (sic). La fin de l'illusion de la puissance américaine en tant que puissance planétaire. Un pari destructeur, que les puissances régionales ont placé, sur l'Amérique, sans la moindre garantie, pour atteindre leurs objectifs.

En 2013, ce même Burhan Ghalioun n'hésitait pas pourtant à souligner «la grande convergence d'intérêt entre les Etats Unis, la France et le peuple syrien de cibler militairement Bachar Al Assad.

Il serait injuste de douter du patriotisme du philosophe Jalal Sadeq Al Azm, --auteur de deux ouvrages retentissants, «la mentalité du tabou» et la «critique de la pensée religieuse» qui lui valurent des ennuis avec les islamistes de même que de Georges sabra ou Yassine Al Hajj Saleh et de leur attachement la démocratie.

Je ne crois pas, non plus, que les personnes précitées étaient animées d'une grande considération pour les «2 Hamad» l'Emir du Qatar, Hamad Ben Khalifa Al Thani et son premier ministre, Hamad Ben Jasem, les principaux animateurs de la première phase du détournement du soulèvement populaire arabe au profit de la Confrérie des Frères Musulmans en Tunisie et en Egypte.

Mais il est clairement apparu que leur expérience politique était limitée, pour reprendre l'expression de l'universitaire français Jean Paul Chagnollaud. Ce professeur de Droit, directeur de la revue «Confluences Méditerranéennes» avait porté ce jugement dans l'analyse du comportement de certains des figures de l'opposition syrienne lors d'un débat contradictoire avec l'auteur, sur la chaine France 24 en Mars 2013.

Il est non moins évident qu'un complexe psychologique majeur – la haine politique– s'est développé en eux pendant les longues années de répressions, de persécutions et de marginalisation qu'ils ont subi en Syrie, de manière directe ou indirecte.

La monopolisation du pouvoir d'Etat signifie la négation d'autrui et partant la négation de la société dont le pouvoir est issu, au bénéfice exclusif d'un clan. Avec pour effet secondaire de transporter le conflit du stade de la rationalité politique à une forme de guerre existentielle fondée sur la négation de l'autre et une opposition absolue à l'adversaire perçu comme un ennemi.

Cette «guerre existentielle» fondée sur la haine d'autrui débouche sur un mécanisme qui dicte le comportement global des protagonistes à tous les niveaux de la société, conduisant le pays au bord du gouffre.

L'expression «guerre existentielle» a été empruntée à Ibrahim Bekilani, dans sa tribune en date du 19 octobre 2013 et intitulé «De la divergence en politique et les mécanismes de la haine aveugle».

(<http://www.alhiwar.net/ShowNews.php?Tnd=24991>)

«Une politique dictée par la haine produit des effets catastrophiques, plaçant la paix sociale hors de portée et le pays au bord du gouffre» poursuit l'auteur.

Le blocus imposé aux opposants syriens était oppressant tant au niveau de leur liberté individuelle que de leur subsistance matérielle, que de leur expression, voire même de leur existence en tant qu'être humain.

La réaction politique de bon nombre d'opposants, de manière consciente ou inconsciente, a été de considérer que la sauvagerie du pouvoir constituait le plus haut degré de sauvagerie et le modèle syrien le pire modèle de sauvagerie de la planète.

Le dégagement de ce régime déboucherait nécessairement sur un système meilleur, quelles que soient les moyens utilisés pour s'en débarrasser.

L'amertume résultant de l'éviction des opposants voire de leur négation se ressentaient dans les propos des opposants au point qu'un opposant réputé pour son attachement à la laïcité empruntera à une grille de lecture confessionnelle aux événements de Syrie dans un ouvrage intitulé «Dialogues à propos de la Syrie» œuvre d'un important militant communiste, signant sous le pseudonyme Mahmoud Sadeq dans son ouvrage paru aux Editions Dar Oukaze Londres en 1993; Ou encore une autre publication du même acabit «Le Conseil Communautaire Alaouite», qui désignait cette instance communautaire comme le véritable gouverneur occulte de la Syrie, en raison de l'appartenance religieuse à cette confession du président syrien et des principaux responsables de l'appareil sécuritaire.

Comment, dans un tel contexte, fonder un partenariat politique dans un projet visant à l'édification d'un Etat moderne démocratique sur la base de l'appartenance confessionnelle de ses promoteurs, alors que l'un des participants mettait en garde contre la présence d'un des protagonistes appartenant à la communauté alaouite, quand bien même ces personnes stigmatisées du fait de leur appartenance communautaire ont passé la moitié de leur vie en prison, incarcéré par le pouvoir baasiste.

Comment ne pas cracher sur le visage d'un opposant qui nous mettait en garde contre la présence d'un autre opposant, contre lequel il nourrissait de vives préventions du fait de son appartenance communautaire : «Méfie- toi d'Abdel Aziz Al Khayer. Tu as une confiance aveugle en lui. Mais tu oublies qu'il est alaouite?», lancera un opposant à l'auteur de cette étude. Propos textuellement reproduit.



Il est évident que la fonction éradicatrice exercée par le pouvoir syrien à l'égard de quiconque n'adhérait pas à ses vues a eu un effet cumulatif de haine qui animait ses contestataires au point que dans leur mépris exprimé à l'encontre du pouvoir, ils s'imaginaient pouvoir ainsi le mettre à nu au regard de l'opinion.

Un des vétérans de l'opposition syrienne s'exprimera de manière abrupte mais néanmoins éloquente ses frustrations : « La première fois que je suis apparu à la télévision j'avais 71 ans, alors qu'au Liban, le moindre poussin de la vie politique libanaise, de surcroît célibataire, sans la moindre action à son crédit compte pas moins de 30 apparitions à la télévision».

Un autre qui se proposait de se présenter aux téléspectateurs comme «ancien prisonnier politique» s'est vu vertement rabrouer par le présentateur du programme en ces termes: «Notre combat politique n'est pas réductible à notre condition de prisonnier d'Assad. Décline ma véritable qualité : Marxiste révolutionnaire».

Un troisième opposant lors d'une rencontre dans un café parisien nous a narré le récit de l'enlèvement de deux évêques syriens qu'il a attribué au pouvoir dans une politique d'intimidation à l'égard de la communauté chrétienne de Syrie.

Les deux prélats de l'Eglise Orthodoxe Syrienne, Mgr Boulous Yazigi, chef de cette église, et son assistant Youhanna Ibrahim, en poste à Alep, avaient été enlevés le 22 avril 2013 dans la région d'Alep, par DAECH?

Dans cette optique comment négocier avec un pouvoir considéré comme «le mal absolu» ?

Même Moaz al Khatib, dignitaire religieux respecté, qui a avait pourtant préconisé alors qu'il présidait la coalition de l'opposition syrienne, le mot d'ordre de la légitimité de la négociation, -« la négociation est un devoir politique et une obligation de la Shari'a»,- a dû se résoudre moins de deux semaines de son intervention au colloque de Doha à concéder à ses contestataires un mot d'ordre contraire à sa profession de foi, acceptant d'inscrire dans la charte fondamentale de la coalition des forces de l'opposition le mot d'ordre suivant: «Non au dialogue. Non à la négociation».

Au terme de ce camouflet, Moaz Al Khatib démissionnera de son poste de chef de la coalition de l'opposition syrienne, en signe de protestation contre les ingérences des « amis du peuple syrien » dans les affaires intérieures de cette instance.

Et lorsqu'un organisme politique s'arroge le monopole de la représentation politique de l'opposition, en s'auto proclame «Représentant unique et légitime de la Révolution et du peuple Syrien», il condamne *iso facto* à l'exclusion et à l'ostracisme les opposants à cet unilatéralisme, en les criminalisant de l'accusation du suppôt du régime.

Il n'est pas indifférent de noter que cela soit un ancien prisonnier politique, Mohamad Sayyed Rassas, qui compte de nombreuses années de captivité, ait été le premier à parler de «la haine comme guide et moteur de l'action politique en Syrie».

A diverses reprises nous avons mis en garde des méfaits de la haine en politique, de son effet contreproductif. La haine en politique rend aveugle. La cécité entraîne une perte d'une claire vision, et partant d'une perte de la perception et, corrélativement, d'une perte de la sagesse.

---

\*) voir :

- Droits de l'Homme et Démocratie en Syrie, sous la direction de Violette Daguerre ; ACHR, 2001, 540 pages, en trois langues : arabe, français et anglais.

- La Tunisie demain, sous la direction de Haytham Manna, ACHR, avec la participation des leaders de troïka tunisiens 11 ans après : Rachid Ghannouchi, Moncef Marzouki, et Mustafa Ben Jaafar.

## Epilogue

La rupture Mouncef Marzouki (Tunisie) - Haytham Manna (Syrie): Deux cofondateurs de la Ligue Arabe des Droits de l'Homme.

Il me souvient d'une intervention de Mouncef Marzouki invoquant, Sigmund Freud, le père de la Psychanalyse. A l'appui de sa démonstration, l'orateur tunisien soutiendra qu' «une cohabitation prolongée avec un oppresseur déteint sur la personnalité de l'opprimé».

Un ancien prisonnier, présent au colloque, me soufflera alors à l'oreille «ton ami Mouncef a besoin d'une thérapie». Pour ma part, j'ignore qui soigne qui.

En tout état de cause, un fait demeure: Les deux cas de haine politique objet de l'étude de Patrick Martin Cenier, le cas du tandem Nicolas Sarkozy Dominique de Villepin pour la droite française, d'une part, et celui de Ségolène Royal et de Martine Aubry pour la gauche française, d'autre part, apparaissent dérisoire comparativement à la haine sécrétée en Syrie (CF: Patrick Martin Cenier; «La Haine en politique ou l'autodestruction», in Le Monde en date du 29 septembre 2009)

Le triptyque mortifère (La violence, Le confessionnalisme et la haine politique) nous a infligé un grand retour en arrière dans le combat pour la démocratie.

Au-delà des exercices d'auto flagellation critiques, des liens de confiance ont été rompus, alors que certains acteurs de cette séquence se complaisent dans une posture de victimisation et que d'autres se vautrent dans la reconnaissance de la défaite, comme justificatif à leur pérennité politique.

Victime de l'intervention russe iranienne ou du défaitisme américano-turc. Qu'importe, du moment que la faute est rejetée sur autrui. Au-delà de cette casuistique, ce qui importe vraiment c'est le montant de la véritable facture que devra acquitter la Syrie, sans doute la plus importante facture à honorer jamais établie depuis la fin de la II<sup>me</sup> Guerre mondiale (1939-1945).

Dans la foulée de l'attaque controversée à l'arme chimique de Khan al-Assal, qui a eu lieu le 19 Mars 2013, à l'ouest d'Alep, dans laquelle j'actais ma rupture avec Mouncef Marzouki, du fait de son mutisme sur les fatwas du prédicateur confrérique du Qatar Youssef Al Qaradawi, le premier président post dictature de la Tunisie, m'a répondu laconiquement: «C'est honteux à toi d'évoquer cela».

J'ai répondu : Nous nous attendions que M. Marzouki se prononce sur le déferlement des djihadistes de Tunisie vers la Syrie en vue de combattre les «Nousseyrites» (Alaouites-Chiites). En fait ce combat purement sectaire a débouché sur le massacre de Syriens sans distinction ethnico religieuse et pâ la destruction de l'infrastructure syrienne, intronisant le pouvoir, par contre coup, comme le défenseur du peuple syrien et protecteur de ses biens.

Mouncef Marzouki dénoncera le terrorisme qui sévit en Tunisie à la suite de l'assassinat de huit soldats tunisiens, mais ne soufflera mot des dix-huit mille (18.000) membres des groupements islamistes éradicateurs en provenance de 40 pays arabes et musulmans, voire même des pays occidentaux, qui ont afflué vers la Syrie. A Khan Al Asal, 200 civils avaient été tués en sus des militaires. Pas un mot là aussi de l'ancien opposant tunisien. Ibidem pour Mohamad Morsi. Premier président néo islamiste de l'Egypte, Mohamad Morsi s'est logé une balle politique dans la tête en décrétant le djihad en Syrie, un pays qui fut le partenaire de l'Egypte dans 4 guerres contre Israël ; Une erreur d'appréciation que ne lui pardonnera pas la Momenklatura militaire égyptienne. Il sera éjecté du pouvoir au terme d'un an de mandat présidentiel.

Si l'égyptien peut se prévaloir d'avoir agi par conviction idéologique, le tunisien Marzouki n'a pu être motivé que par l'appât du pouvoir.

Mouncef Marzouki avancera en réponse les arguments suivants : «J'ai refusé la militarisation du conflit en Syrie et son internationalisation. J'ai ouvert les portes de la Tunisie aux réfugiés de Syrie. J'ai expédié deux avions d'aide humanitaire à la Syrie. J'ai condamné l'enrôlement de la jeunesse dans les combats et interdit à 4.500 jeunes tunisiens à se rendre en Syrie pour participer à la guerre. Je suis même intervenu auprès des dirigeants turcs, le président de la République Abdullah Gul (2007-2014) et à son successeur RecepTayyip Erdogan de refouler d'intercepter tout tunisien qui transiterait par la Turquie pour rejoindre les combats en Syrie.

...«J'ai certes ordonné l'expulsion de l'ambassadeur syrien de Tunis car il représentait un régime aussi criminel que les groupements éradicateurs, -un acte qui relevait de mes prérogatives-, mais, dans le même temps, j'ai préconisé un règlement politique

et convié pour cela toutes les forces de l'opposition y compris Haytham Manna en personne, pour envisager en commun une sortie de crise. J'ai fait cela librement».

Alors que M. Marzouki énumérait ses initiatives en faveur de la Syrie, un membre du «Front Populaire» a soumis à mon attention des photos montrant les préparatifs de voyage effectués depuis l'aéroport de Tunis vers la Syrie par des jeunes tunisiens. Des documents photographiques montrant tant les préparatifs de voyage que les versements de sommes d'argent aux candidats au départ.

Près de deux mille tunisiens (2.000) ont rallié Jabhat An Nosra, la filiale syrienne d'Al Qaida et Daech.